



SANTÉ DES FEMMES

Protéger la santé et la sécurité des femmes en situation de précarité

À l'approche des élections provinciales, Médecins du Monde invite les partis politiques à s'engager pour un meilleur accès à l'hébergement et à la protection des femmes, en intégrant des mesures concrètes à leur programme.

Pourquoi agir ?

Au Québec, les femmes sont plus exposées à la pauvreté, à la violence et à l'exclusion sociale. Pour plusieurs, fuir la violence signifie aussi risquer l'itinérance.

Pourtant, leur précarité demeure souvent invisible. Pour éviter la rue et les refuges mixtes, plusieurs alternent entre hébergements temporaires, restent dans des relations violentes ou acceptent des situations dangereuses pour conserver un toit.

Les femmes autochtones, migrantes, travailleuses du sexe, les

femmes qui consomment des substances font souvent face à des obstacles supplémentaires, comme la discrimination, le racisme, l'absence de couverture de santé ou la peur du jugement.

Résultat : elles demandent moins souvent de l'aide et accèdent aux services lorsque leur situation est déjà devenue critique. Au mieux, elles sont prises en charge tardivement; au pire, elles décèdent seules dans l'indifférence.

Une solution qui fonctionne

La solution est connue : renforcer les services conçus avec et pour les femmes, et les rendre accessibles partout au Québec.

Refuges non mixtes, cliniques adaptées, services développés avec les communautés autochtones, programmes de prévention de la violence et services de santé sexuelle et reproductive permettent d'intervenir plus tôt et de prévenir les crises. Et ça fonctionne : lorsque les services sont adaptés à leurs réalités, les femmes les utilisent.

Ce que Médecins du Monde demande aux partis politiques

Dans le cadre des élections provinciales, Médecins du Monde demande aux partis candidats de s'engager à :



Accroître les services de santé, d'hébergement et d'accompagnement adaptés aux réalités des femmes.



Consolider les programmes de proximité en prévention de la violence, en santé sexuelle et reproductive et en réduction des méfaits.



Mieux prendre en compte leurs réalités dans les politiques publiques, notamment en mesurant l'itinérance cachée et en intégrant leurs besoins dans les stratégies en santé, en logement, en itinérance et en prévention de la violence